

Libérer l'industrie

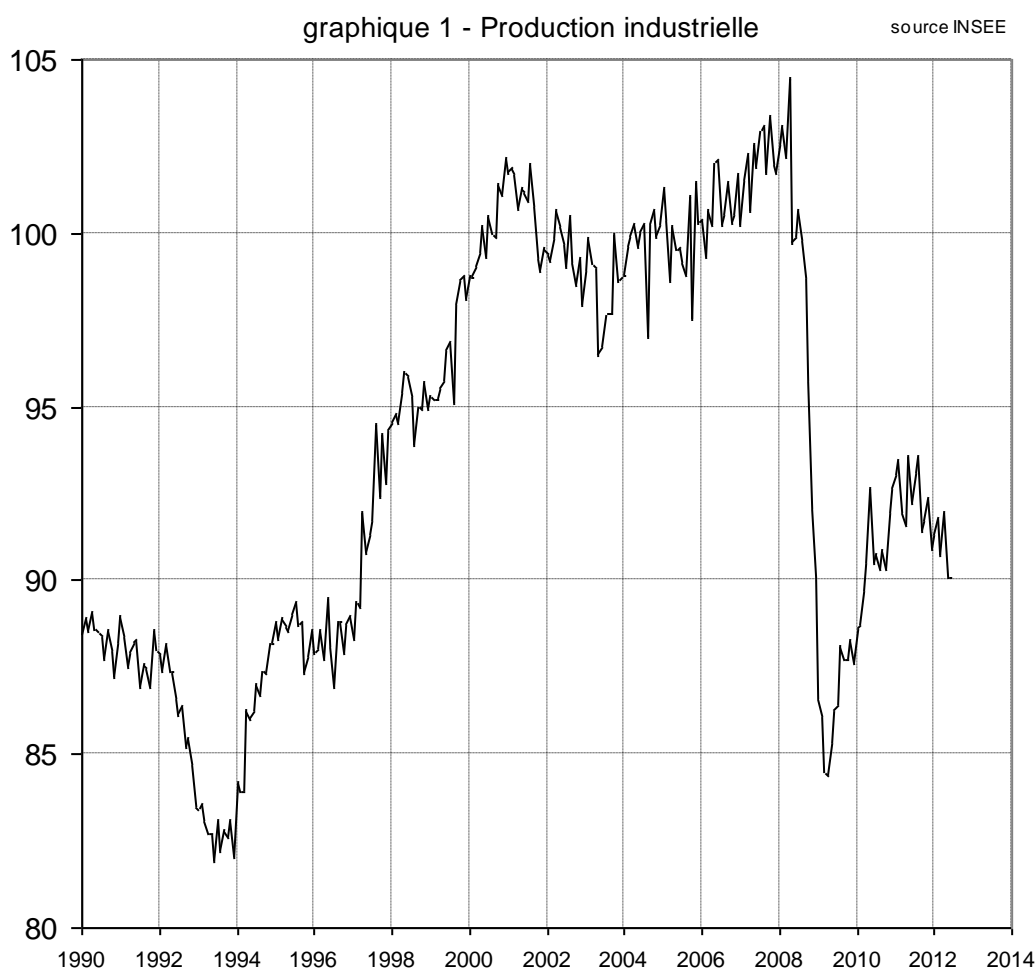
Jean-Pierre Givry

Article paru dans Sociétal n°78 4^e trimestre 2012

La désindustrialisation se mesure par la baisse de l'emploi industriel. Elle est systématique en France depuis trente cinq ans. Progressive quand tout va bien, elle se fait massive en cas de crise. L'industrie française vient de recevoir un nouveau choc qui rappelle celui des années 75-80. Il lui faut restaurer sa compétitivité et sa rentabilité. Au delà, pour que la désindustrialisation ne continue pas, il faudrait une modernisation profonde du système économique-social. C'est un frein pour toutes les activités, mais il étouffe l'industrie dans sa compétition avec le reste du monde.

Désindustrialisation

A la fin de 2008, la production industrielle française a subi une contraction brutale de près de 20 %. Deux ans plus tard l'indice, après un sursaut, dérape à nouveau.



Il y a là beaucoup plus qu'une péripétie conjoncturelle (celle de 1993 avait été gommée rapidement). Une chute de cette ampleur et de cette longueur a en effet beaucoup d'irréversible : équipements, marchés, personnels, tout est bouleversé.

Le décrochage actuel est à situer dans le grand phénomène de désindustrialisation que connaît la France depuis 1974. Alors que l'emploi général a augmenté de 21 %, les industries manufacturières¹ ont réduit leurs effectifs de 46 %. Elles ont perdu 2.5 millions d'employés. Leur place dans l'ensemble est passée de 24 à 11 %. Le mouvement a profité aux services, qu'ils soient privés ou publics.

Tableau 1 - Emplois

Millions de personnes	France	Industries manufacturières
1949	19.7	4.6
1974	22.3	5.4
2012 (*)	26.9	2.9

(*) premier trimestre

De 1974 à 2012, la croissance de la valeur ajoutée de ces industries a été de 1.1 % / an, contre 1.9 % pour l'ensemble national. La durée du travail y a diminué de 17 %. Compte tenu de la régression des effectifs, les heures travaillées ont été réduites de 55 %. En corollaire, la productivité a progressé de 3.2 % / an. Tel a été le prix payé, pour rester compétitives, par ces activités exposées à la concurrence, qu'elle soit européenne ou mondiale. Le coût salarial a suivi en moyenne la productivité. L'évolution sur ces quarante années a été loin d'être régulière; des périodes bien typées se sont succédées. Nous allons les analyser en les comparant aux années de forte croissance qui avaient précédé.

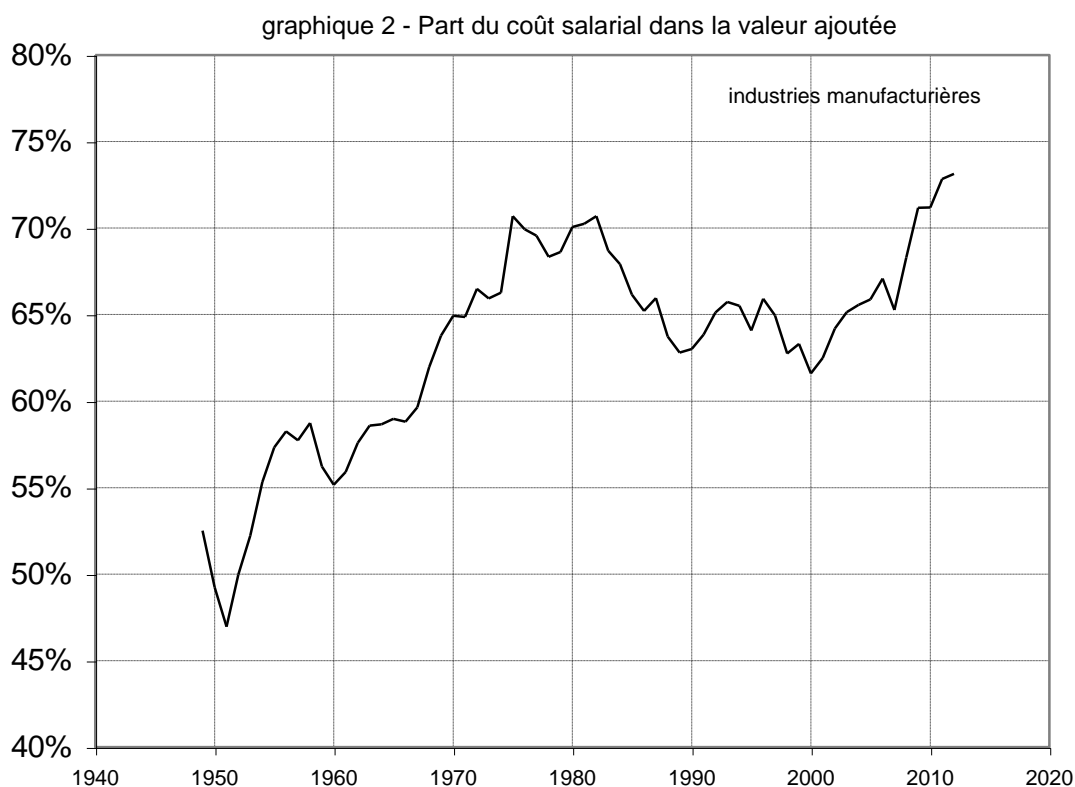
Tableau 2 - Taux de croissance – Industries manufacturières

% / an	1949 -1974	1974 - 1985	1985 - 2007	2007 - 2012
Valeur ajoutée	5.9	1.1	1.8	-1.8
Heures travaillées	0.2	-2.8	-1.7	-2.6
Productivité horaire	5.7	3.9	3.5	0.8
Coût salarial horaire	6.6	3.9	3.4	3.1

1949-1974

Si les performances de cette époque « glorieuse » paraissent à première vue enviables, un examen plus approfondi révèle des faiblesses qui se manifesteront à partir de 1975. Observons déjà ici que le coût salarial grandissait plus vite que la productivité. Ce phénomène se confirme sur le graphique 2. Le ratio culmine en 1975 à 70 %.

¹ Le terme est pris au sens large, l'agro-alimentaire est compris.



Le tableau 3 distingue dans la valeur ajoutée les salaires directs perçus (au double sens du terme) par les salariés et les charges sociales prélevées par les organismes publics ². De 1949 à 1974 la hausse du coût salarial a été encore plus accusée sur les charges que sur le salaire direct, tandis que le revenu du capital plongeait.

Tableau 3 – Répartition de la valeur ajoutée dans les industries manufacturières

%	1949	1974	1985	2007	2012
Salaires directs	44	53	49	48	54
Charges sociales	9	13	17	17	19
Coût salarial	53	66	66	65	73
Impôts sur la production (*)	2	1	3	6	6
Revenus du capital (**)	46	33	31	28	21

(*) subventions déduites

(**) y compris le revenu des non salariés

1974-1985

Les chocs pétroliers de 1973 et 1979 ont déstabilisé un appareil de production construit pour une croissance homothétique et exponentielle, plus hexagonale d'ailleurs qu'exportatrice. Le système français a mis davantage de temps que ses voisins à

² Le distingo charges patronales / charges salariales est évidemment une pure fiction.

s'adapter à la nouvelle donne. Pendant ces dix années, la valeur ajoutée croît faiblement. L'emploi est fortement réduit. La désindustrialisation démarre. La productivité augmente à un bon rythme. Après les excès des années 75-81, le coût salarial est maîtrisé et sa part dans la valeur ajoutée revient à 66 %. Un grand perdant, le salaire direct, car les charges et les impôts se sont alourdis.

1985 – 2007

Vingt années homogènes. La croissance de la valeur ajoutée, un peu plus soutenue, est insuffisante pour maintenir l'emploi; la contraction est certes plus faible, mais elle reste importante. La désindustrialisation est devenue chronique. La satisfaction vient de la productivité ; elle progresse à un rythme toujours élevé, mais maintenant le coût salarial l'a rejointe. La répartition de la valeur ajoutée est stable, autour de 65 % . A ce niveau le travail et le capital ont trouvé un compromis ; le nécessaire accroissement des compétences est rémunéré grâce aux progrès de la productivité. L'impôt sur la production double. Les revenus du capital se révèlent cependant insuffisants pour financer les investissements élevés dont aurait besoin ce secteur capitalistique pour égaler la croissance de 4 % / an des autres activités. Au total, une trajectoire paisible, a minima. La mondialisation est subie. Ce n'est pas une opportunité, sauf pour le luxe et l'Airbus.

L'automobile a joué l'exception en pratiquant des investissements massifs ; elle a fait fiasco. Son activité a régressé de près de 3 % / an durant ces neuf années. Elle n'a pas adapté sa force de travail, sa productivité est devenue négative et le revenu du capital est passé de 41 % de la valeur ajoutée à 7 %. Heureusement (sic), le bas de gamme a été délocalisé dans les pays à bas coûts salariaux, à l'Est, puis au Maroc.

2007 - 2012

La nouvelle crise prend l'industrie française au dépourvu. La valeur ajoutée baisse de 11 % en deux ans, puis se bloque sur un palier. La désindustrialisation s'accélère. La productivité croît de moins de 1 % / an, ce qui affecte la compétitivité. Les coûts salariaux continuent leur progression bien que la productivité baisse. La part de la valeur ajoutée bascule de 65 à 73 % au profit du salaire. Les revenus du capital plongent. La situation est pire que celle des années 80. La société française risque de réagir aussi lentement à cette nouvelle crise qu'à celle de 1975. Les dégâts sur l'appareil productif, les parts de marché et les compétences perdues seront cette fois bien plus considérables.

L'impasse dirigiste

La désindustrialisation est aujourd'hui une menace pour la société française dans son ensemble.

Tableau 4 - Solde commercial

Milliards d'euros	2000	2004	2011
Produits manufacturés	7	3	-44
Produits agricoles	2	2	5
Hydrocarbures	-22	-25	-49
Ensemble	-13	-20	-88

Les industries manufacturières ne sont plus compétitives depuis 2005. Elles dégageaient jusque là un solde positif. Avec la crise de 2008, elles sont entrées dans le déficit et y ont rejoint les hydrocarbures. L'ensemble des échanges français sont maintenant dans le rouge. Cette situation met la France à la charge de ses partenaires dans l'euro ; ils ne la supporteront sans doute pas beaucoup plus longtemps.

Revenant au tableau 3, il faut noter la part croissante de la valeur ajoutée qu'ont prise les prélèvements publics. Additionnant les charges sociales et les impôts sur la production, ces prélèvements sont passés de 11% en 1949 à 15 % en 1974 ; ils atteignent 25 % aujourd'hui. Le système d'Etat s'est glissé comme un coin entre les deux acteurs véritables que sont les salariés et les propriétaires du capital.

Parallèlement, les interventions administratives se sont multipliées : RTT, SMIC, toutes mesures malthusiennes. Notre système économico-social est fondamentalement conservateur. Citons en vrac : la fiscalité, l'enseignement, le droit social, la dépense publique, la politique foncière, la protection sociale, le syndicalisme, les professions réglementées. L'opinion n'aime pas l'industrie et le capitalisme qu'elle ne connaît d'ailleurs ni l'un ni l'autre. Tout décourage l'initiative et la prise de risque. L'industrie, plus que les autres branches, a besoin d'entrepreneurs, de projets, de compétences³, d'investissements, de capitaux et aussi de stabilité réglementaire. Elle ne les trouve pas dans un pays qui l'oblige à courir le marathon dans la tenue du soldat de 1940, avec bandes molletières, mitaines et passe-montagnes.

Le système freine certes les activités protégées, mais il ne les asphyxie pas. Elles s'en accommodent et imposent leur modèle au marché du travail en matière de salaires, d'horaires, etc... Les industries manufacturières n'y trouvent pas leur compte.

Il n'y a pas à attendre le salut d'un retour miraculeux de la croissance, qu'il vienne de la conjoncture extérieure ou d'une nouvelle relance keynesienne. Un autre rêve est la « politique industrielle » ; elle est la grande tentation de cette nation centralisatrice : subventions, assistance aux canards boiteux, grands projets farfelus. Tout cela est inefficace. Trente pays de l'OCDE, suivis sur trente années, révèlent que dix pour cent de dépense publique en plus réduisent le taux de croissance d'un point⁴.

³ Les salariés de l'industrie ont su accroître leurs compétences; leur productivité a augmenté deux fois plus vite que celle des salariés des services.

⁴ « [Dépense publique et croissance](#) »,

Pour que le pays retrouve le chemin de la croissance, il faut que l'Etat démantèle son formidable carcan administratif. L'Allemagne a montré l'exemple grâce à la clairvoyance des Helmut Schmidt et des Gerhardt Schroeder. Peut-être n'est il pas trop tard pour s'en inspirer ?

Table

Résumé	page 1
Désindustrialisation	1
1949 – 1974	2
1974 – 1985	3
1985 – 2007	4
2007 – 2012	4
L'impasse dirigiste	5